

Lâché par l’UDC, le PLR s’allie aux Verts pour pouvoir parler emploi

Bisbille au parlement Le PLR a demandé l’appui des Verts pour convoquer une session extraordinaire, après un refus de la part de l’UDC. L’affaire, avant tout procédurale, en dit long sur la fracture qui sépare les partis de droite. En toile de fond: le paquet d’accords avec l’UE.

Florent Quiquerez Berne

À deux ans des élections fédérales, le dossier européen pourrit la relation entre les deux partis de la droite de l’échiquier politique. Depuis que l’assemblée du PLR a décidé de plébisciter le paquet d’accords avec l’UE, l’UDC – qui ne veut pas en entendre parler – ne cesse de le critiquer. Une bisbille qui a déjà des conséquences politiques, comme nous l’avons appris.

Durant cette session du parlement, les deux Chambres devraient mettre sur pied une session extraordinaire réservée «aux places de travail et aux conditions-cadres économiques». Ce genre d’événement permet d’accélérer le traitement de certaines propositions en lien avec l’actualité. Il suffit pour cela qu’un quart des membres d’un conseil le demande. Au National, le PLR pensait y parvenir avec l’UDC. Mais le parti agrarien a finalement retourné sa veste, obligeant le PLR (27 sièges) à demander l’appui des Verts (23 mandats) pour obtenir les 50 signatures nécessaires sur 200.

Damien Cottier (NE), président du groupe PLR, reconnaît qu’il avait – lors de la session de septembre – un accord de principe avec l’UDC. «Manifestement, l’UDC a estimé que les divergences que nous avons sur la politique européenne sont trop importantes. Je le regrette, car ce n’est pas parce qu’on n’est pas d’accord sur un sujet, que l’on ne peut plus travailler ensemble sur les autres.»

Cette volte-face n’est-elle pas la preuve d’une division plus profonde entre UDC et PLR, qui ne peut que s’élargir alors que l’Europe est un dossier de plus en plus brûlant? «Chacun a son profil, répond le Neuchâtelois. Le nôtre est libéral, ouvert, responsable. L’UDC, sur la question européenne, a une vision très renfermée. C’est une grosse divergence, c’est vrai. Mais il y en a aussi avec d’autres partis. Sur la politique sociale ou fiscale, par exemple, Le Centre est bien plus à gauche que nous. Encore une fois, nous ne nous positionnons pas en fonction des autres, mais en fonction de nos valeurs.»

Pourquoi s’être tourné vers le parti écologiste et pas Le Centre, plus proche politiquement? «Les Verts voulaient eux aussi thématiser ces questions. Et ils nous ont apporté les signatures manquantes, c’est aussi simple que cela. Ça ne veut pas dire qu’on va



Le Neuchâtelois Damien Cottier et ses collègues de parti se sont tournés vers le parti écologiste afin d’obtenir les signatures nécessaires pour agender une session extraordinaire, cela après avoir initialement obtenu un accord de principe de l’UDC en septembre. Keystone/Anthony Anex

«Manifestement, l’UDC a estimé que les divergences que nous avons sur la politique européenne sont trop importantes. Je le regrette, car ce n’est pas parce qu’on n’est pas d’accord sur un sujet, que l’on ne peut plus travailler ensemble sur les autres.»

Damien Cottier
Président du groupe PLR

forcément soutenir leurs propositions et inversement. Sur plusieurs domaines qui touchent à l’économie, nous restons plus proches du Centre ou de l’UDC. Et ça, ça ne change pas.»

Une session extraordinaire est «un débat démocratique»

Une position que partage Aline Trede (BE), présidente du groupe des Verts. «Nous ne se-

rons pas d’accord sur toutes les interventions discutées. Si nous avons décidé de soutenir le PLR dans cette démarche, c’est que nous estimons que cette session extraordinaire doit avoir lieu en raison du contexte international. C’est un débat démocratique nécessaire aujourd’hui.»

Le contexte international est évidemment celui des taxes douanières américaines. Lors

de cette session extraordinaire, le PLR aimerait donc mettre sur la table la question des subventions qui pèsent sur les finances fédérales, mieux prévenir les risques à l’exportation, mais aussi réfléchir à la façon de renforcer l’industrie et la recherche et encourager l’investissement. Les Verts, eux, veulent discuter de la manière de renforcer l’innovation dans les PME et mettre sur pied une stratégie industrielle en Suisse.

Faut-il voir, dans cette démarche conjointe, le signe de futures alliances qui pourraient avoir lieu entre Verts et PLR? «Nous sommes deux forces progressistes, répond Aline Trede. Et nous serons dans le même camp quand il faudra combattre l’initiative «Pas de Suisse à dix millions», défendre le paquet d’accords avec l’UE ou – dans un tout autre domaine – nous battre en faveur de l’imposition individuelle. Même si nous avons des avis divergents importants, par exemple sur le libre-échange avec le Mercosur, je veux voir cette démarche comme un signe que des partis

opposés peuvent travailler ensemble, dépasser les blocages pour trouver des compromis et des solutions.»

L’UDC reste droite dans ses bottes

Entre les lignes, on comprend bien que l’UDC est accusée de la jouer solo. D’ailleurs, le parti – qui dispose à lui seul de 66 conseillers nationaux – a également demandé la tenue d’une session extraordinaire sur le même thème, mais pour avancer ses propres solutions.

Contactée, la vice-présidente du parti reste droite dans ses bottes quand on lui demande pourquoi l’UDC a laissé tomber le PLR. «Il y a des thématiques qui sont dans l’ADN des partis, rappelle Céline Amaudruz (UDC/GE). Et sur le paquet d’accords avec l’UE, l’UDC a une vision diamétralement opposée à celle du PLR. On ne peut pas faire comme si cela n’existait pas.»

Mais la Genevoise précise: «Cela ne signifie pas que nous ne voterons pas certaines des propositions du PLR. Et nous restons de l’avis qu’il faut discuter de commerce extérieur. C’est pour cela que nous avons – de notre côté – récolté les signatures nécessaires pour demander une session extraordinaire sur cette thématique. Mais faire démarche commune avec le PLR aurait envoyé un message contradictoire à nos électeurs, à savoir qu’il existerait une stratégie commune. Ce n’est pas le cas. L’UDC a sa propre ligne et nous y sommes fidèles.»

Ce jeudi matin, le bureau du parlement décidera officiellement si cette session extraordinaire sera mise sur pied durant les deux semaines qui restent. Et si le débat aura lieu également au Conseil des États, où Verts et PLR ont aussi décidé d’unir leurs forces.

Revenant sur les atermoiements de l’UDC, Damien Cottier conclut que toute cette affaire fait peut-être beaucoup de bruit pour rien, puisque le bureau se retrouve avec plusieurs demandes de sessions extraordinaires sur un thème similaire et pourrait décider de les regrouper pour traiter ensemble les différentes interventions. Pour le Neuchâtelois, le but sera atteint si ce débat a lieu. «C’est important, car la pression sur l’économie extérieure ne faiblit pas.» On pourrait en dire de même avec les bisbilles entre UDC et PLR.



Fort de 66 députés, le groupe UDC n’a besoin de l’aide de personne pour imposer une session extraordinaire. Service du Parlement/Pascal Mora